**Suite du cours :**

**La distinction entre impôt direct et impôt indirect :**

|  |  |
| --- | --- |
| **Impôt Direct** | **Impôt Indirect** |
| 1. C’est un impôt qui **frappe directement** les revenus ou les propriétés d’une personne physique ou morale : Les impôts directs sont prélevés directement sur les revenus ou la propriété d'une personne physique ou morale. Il existe une relation directe entre le contribuable et l'autorité fiscale (l’adm fiscale peut identifier le contribuable en avance). | 1. C’est un impôt qui frappe **indirectement** le revenu à travers la consommation. Ces impôts sont prélevés sur la consommation de biens et de services. Il n'y a pas de relation directe entre le contribuable et l'administration fiscale. Les contribuables paient indirectement ces impôts lorsqu'ils achètent des produits ou utilisent des services. |
| 2. Responsabilité de paiement : Le contribuable est responsable du paiement de l'impôt direct et doit déclarer ses revenus, biens ou actifs, calculer le montant dû et verser l'impôt à l'administration fiscale. | 2. Responsabilité de paiement : Les contribuables ne sont pas responsables de calculer ou de verser directement les impôts indirects. Au lieu de cela, les entreprises ou les vendeurs collectent l'impôt auprès des consommateurs et le reversent aux autorités fiscales. |
| Progressivité des taux appliqués : Les impôts directs sont souvent progressifs, ce qui signifie que le taux d'imposition augmente avec le niveau de revenu ou de richesse. Les contribuables à revenu élevé paient généralement un pourcentage plus élevé de leurs revenus en impôts directs. | Uniformité des taux appliqués : Les impôts indirects sont généralement uniformes, ce qui signifie que le taux d'imposition est le même pour tous les consommateurs qui achètent le même produit ou service. |
| Exemples : L'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP), l’impôt sur les sociétés , l'impôt sur la fortune, la taxe foncière, la taxe d'habitation sont des exemples d'impôts directs. | Exemples : La TVA (Taxe sur la Valeur Ajoutée), les droits de douane, les droits de consommation sur les produits tels que l'alcool et le tabac sont des exemples d'impôts indirects. |

**Introduction : L’objectif ultime que cherche tout pays est l’amélioration du rendement de la fiscalité tout en assurant une meilleure répartition de la charge fiscale, sans pour autant atteindre un taux de pression fiscale qui risque de devenir pénalisant pour l’économie.**

La structure fiscale actuelle de ce pays peut faire ressortir un ensemble d’enseignements qui sont les suivants :

* 1. **La prédominance de la contribution des salariés (Impôt sur les salaires en tab):**

La première chose à constater lorsqu’on étudie la structure des impôts entre 2010 et 2023 est que la répartition fiscale est largement déséquilibrée.

En effet, du fait que les besoins de financement continuent d’être élevés, les salariés devaient encore faire des sacrifices pour alimenter les caisses de l’Etat, et donc une prédominance de la contribution des salariés par rapport à celle des ‘’non salariés (autres en IRPP tab ; exp : professions libérales : médecins, experts comptables , avocats, architectes, ….) ’’ dans le total des impôts directs peut être aisément constatées.

Ce fait peut être expliqué par trois éléments :

1. Dont principalement : La retenue à la source pour les salariés : En fait, la contribution des salariés est soumise à la retenue à la source. En fait, par cette technique, l’employeur collecteur de l’IRPP sur salaire déduit cet impôt avant même que le salarié touche sa paie. De ce fait, il n’est laissé aux contribuables salariés aucun moyen de fraude ou d’évasion fiscale.
2. Aussi, par ce qu’il existe probablement de la fraude chez les ‘’non-salariés’’ 🡺 D’où leur contribution aux impôts directs est minime en comparaison avec l’IRPPR. Du fait que les contribuables ‘’non-salariés’’ ne sont pas soumis à la retenue à la source, ceci laissera probablement la porte ouverte à la fraude fiscale.
3. Il existe de larges exonérations pour les non-salariés : Parmi les autres causes de la faiblesse des contributions des ‘’non-salariés’’, il existe de multiples avantages et exonérations dont bénéficient les exploitants agricoles, les professions non commerciales (libérales)….
   1. **La prédominance des impôts indirects**

Néanmoins, il est toujours considéré que les impôts directs sont plus équitables puisqu’ils tiennent compte de la situation personnelle (c’est-à-dire des revenus) des contribuables.

* 1. **Impôts indirects, Impôts injustes :**

Les impôts indirects touchent pratiquement les contribuables de toutes les catégories sociales de la même manière. Sauf que ces impôts sont plutôt ressentis par les titulaires de bas revenus qui dépensent la grande majorité de leur revenu dans la consommation (comme les impôts indirects sont des impôts sur la consommation). Alors que ceux qui reçoivent des revenus élevés ne dépensent qu’une partie dans la consommation alors que le reste de leur revenu sera affecté à l’épargne. 🡺 Et c’est dans ce sens que l’impôt indirect est considéré comme étant un impôt inéquitable.

* 1. **Rendement insuffisant de l’impôt sur les sociétés :**

Malgré la hausse relative de la part de l’impôt sur les sociétés (IS), sa **productivité** (calculée par un indice) est moins élevée en comparaison avec des pays à taux comparables. En fait, la productivité est définie par le Fond Monétaire International (FMI) comme étant l’impôt sur les sociétés rapportées au produit du taux de l’IS et du PIB.

* 1. **Un comportement de la population fiscale reflétant le non consentement à l’Impôt :**

Parmi les critères d’efficacité d’un système fiscal donné, on trouve essentiellement : **Le degré de consentement volontaire du contribuable à l’impôt** c’est ce qu’on appelle « **Le civisme fiscal**

Ce consentement est mesuré par la capacité de l’Etat à mobiliser les ressources fiscales nécessaires pour le financement de son budget sans pour autant freiner l’investissement.

Néanmoins, malgré les efforts faits depuis 1988, **l’accomplissement volontaire du devoir fiscal (civisme fiscal)** demeure au-dessous des attentes.

**La pression fiscale : Définition :**

La pression fiscale désigne le rapport entre la masse du prélèvement fiscal global et le produit national.

La pression fiscale globale est définie par un ratio comme suit :

**Pression fiscale globale = Impôts recouvrés au titre d’une année / Revenu National**

**P = I / R**

Il est porté au numérateur l’ensemble des impôts effectivement perçus par l’administration. Mais il semblerait que le contenu du numérateur, c’est-à-dire (I), ne fait pas l’unanimité. En fait, certains pays limitent cette masse aux impôts directs et indirects. Et d’autres pays, tels que la France l’élargit aux contributions de sécurité sociale.

En ce qui concerne le dénominateur, il s’agit du produit intérieur brut correspondant à la somme des valeurs ajoutées produites par l’ensemble des agents économiques.

**Les limites :** Toutefois, le PIB en tant qu’une grandeur macro-économique, est un bon indicateur de la productivité économique certes, mais sa portée est limitée étant donné que l’économie parallèle (informelle) (informal or shadow economy) n’est pas prise en compte dans le PIB.

🡺 Au final, le taux de la pression fiscale met en rapport les recettes fiscales totales et le PIB afin d’exprimer le poids de ces recettes (fiscales) par rapport à la richesse nationale crée.

🡺 L a pression fiscale sert donc d’indicateur concernant le degré d’incitation ou de dissuasion du système fiscal. 🡺 Certains, la considère comme l’un des critères de l’efficacité de la politique économique en général et de la politique fiscale en particulier.

**Les objectifs du système fiscal :**

Le système fiscal peut rechercher d’autres buts que le rendement financier notamment la justice sociale et la réduction des inégalités par une structure fiscale adaptée au climat social.

Cette justice peut être assuré principalement via :

- L’égalité devant l’impôt : Le principe d’égalité des contribuables devant l’impôt est un aspect essentiel pour la détermination d’une structure fiscale juste.

En effet, le législateur doit rechercher une imposition convaincante, **basée sur les capacités contributives**, tout en accordant dans certaines conditions des allègements fiscaux au profit des entrepreneurs privés. En fait, il est vrai que ces avantages et exonérations diminuent l’assiette fiscale et les impôts collectés. Toutefois, on espère une compensation future par une croissance du revenu national (source de recettes futures).

**Dette Publique :**

**Dette intérieure** :

* **Définition** : Il s'agit de la dette contractée auprès des résidents du pays, souvent souscrite via des obligations domestiques et des prêts auprès des banques locales.
* **Impact** :
  + Moins exposée aux risques de change puisque les remboursements sont généralement effectués en monnaie nationale.
  + Permet de mobiliser les ressources internes sans dépendre des créanciers internationaux.
  + Cependant, un endettement intérieur excessif peut exercer une pression sur les liquidités du secteur bancaire et entraîner une hausse des taux d'intérêt, ce qui pourrait limiter le financement du secteur privé.
* **Risques** :

Inflation **: Via 1. l’ Augmentation de la demande globale**

Lorsque l'État emprunte massivement, surtout pour financer des dépenses publiques (projets d'infrastructure, salaires des fonctionnaires, subventions, etc.), cela peut accroître la demande globale dans l'économie. Si cette augmentation de la demande dépasse la capacité de l'économie à produire des biens et des services, cela crée un déséquilibre entre l'offre et la demande. En conséquence, les prix commencent à augmenter.

* **Exemple :** Si le gouvernement utilise l'argent emprunté pour augmenter les salaires des fonctionnaires ou pour financer des programmes sociaux, cela injecte plus de liquidités dans l'économie. Si ces liquidités ne sont pas absorbées par une augmentation de la production ou des investissements, les prix des biens et services peuvent augmenter.

**Hausse des taux d’intérêt** : via **Effet d'éviction :** **Moins de liquidités pour le secteur privé** : Les banques, en prêtant massivement à l'État, réduisent leur capacité à prêter aux entreprises privées et aux ménages. Cela crée une rareté relative des fonds pour ces acteurs économiques, ce qui conduit à une augmentation des taux d'intérêt pour ceux qui cherchent à emprunter.

L’effet d’éviction est un phénomène bien observé. Lorsque l'État (qui est considéré comme un emprunteur plus sûr) absorbe une part importante des liquidités à travers l’émission d’obligations domestiques, le secteur privé se retrouve évincé, ce qui freine l’investissement privé et limite la croissance économique. En effet, les entreprises, en particulier les petites et moyennes entreprises (PME), qui sont un moteur clé de l’économie, se trouvent confrontées à des conditions de crédit plus restrictives et à des taux d’intérêt plus élevés.

**Conséquences** : Cela peut également freiner la reprise économique et aggraver le chômage, un problème structurel dans les pays en développement, car les investissements privés sont limités par les coûts de financement plus élevés.

**Dette extérieure** :

* **Définition** : Dette contractée auprès de créanciers étrangers (institutions financières internationales, banques étrangères, etc.).
* **Impact** :
  + Permet d’obtenir des devises étrangères et de financer des projets d’envergure qui nécessitent des investissements en devises (ex. : infrastructures, technologies importées).
  + Elle est souvent liée à des conditions favorables si elle provient de sources bilatérales ou multilatérales (taux d’intérêt réduits, échéances plus longues).
* **Risques** :
  + **Risque de change** : La dette extérieure est contractée dans une monnaie étrangère, ce qui expose le pays à des fluctuations des taux de change. Une dévaluation de la monnaie locale augmente le coût de remboursement de la dette.
  + **Dépendance aux marchés internationaux** : risque de crise des dettes…

**Une bonne gestion de la dette nécessite :**

**1. Contrôle des dépenses publiques**

* **Réduction des dépenses inefficaces** : Limiter les dépenses publiques peu productives, comme les projets non rentables, et réorienter les ressources vers des secteurs stratégiques.
* **Réformes des subventions** : Rationaliser les subventions, en particulier celles qui ne profitent pas aux populations les plus vulnérables, afin de réduire les pressions sur les finances publiques.

**2. Augmentation des recettes fiscales**

* **Élargissement de l'assiette fiscale** : Lutter contre l'évasion fiscale et élargir l'assiette fiscale en ciblant les secteurs sous-imposés, en particulier l'économie informelle, ce qui peut améliorer la collecte des impôts.
* **Réforme fiscale** : Introduire des réformes fiscales qui permettent une taxation plus équitable et progressive, tout en stimulant l'investissement et l'activité économique.
* **Amélioration de la collecte d’impôts** : Moderniser les outils et les techniques de collecte des impôts, notamment à travers la digitalisation des services fiscaux et le suivi des transactions économiques.

**3. Optimisation du portefeuille de la dette :**

**Gestion proactive du risque de taux de change** : Effectuer les études nécessaires afin de Protéger le portefeuille de la dette contre les susceptibles fluctuations des devises.

**4. Diversification des sources de financement**

* **Emprunts domestiques** : Développer le marché local de la dette publique pour éviter une trop grande dépendance vis-à-vis des financements extérieurs, tout en impliquant davantage les institutions locales, telles que les banques ou les fonds de pension.
* **Obligations vertes**: Émettre des obligations vertes ou des obligations liées au développement durable qui attirent des investisseurs étrangers intéressés par des projets à impact social ou environnemental positif.
* **Accès aux financements concessionnels** : Privilégier les financements à des conditions plus souples, avec des taux d’intérêt bas et des périodes de remboursement prolongées, comme ceux proposés par les banques de développement ou les institutions financières internationales.

### 5. ****Renforcement de la croissance économique****

* **Investissements productifs** : Prioriser les investissements dans des infrastructures et secteurs clés qui stimulent la productivité et la croissance à long terme, augmentant ainsi les recettes fiscales.
* **Amélioration de l’environnement des affaires** : Réformer le cadre réglementaire pour attirer les investissements privés et augmenter la croissance économique, permettant une augmentation des recettes fiscales sans accroître les taux d'imposition.
* **Stimulation des exportations** : Encourager les exportations par des politiques incitatives afin de générer des revenus en devises, facilitant le remboursement de la dette extérieure.
* **Systèmes d’alerte précoce** : Utiliser des systèmes d’alerte pour identifier les signes de détérioration des finances publiques et ajuster les politiques en conséquence.
* **Partenariats public-privé (PPP)** : Encourager les PPP pour financer des infrastructures sans alourdir la dette publique, tout en stimulant le développement économique.

Ces stratégies, combinées à une gestion proactive et prudente des finances publiques, aideraient à réduire le fardeau de la dette publique tout en assurant une croissance économique soutenue et durable.

### Réformes des politiques de subventions sur certains biens

Les subventions sur certains biens, telles que les produits alimentaires de base ou l'énergie, sont souvent mises en place pour protéger les ménages vulnérables contre les chocs économiques (fluctuations du prix de ces biens à la hausse comme ces prix sont généralement déterminés sur les marchés internationaux par la loi de l’offre de la demande). Cependant, elles pèsent lourdement sur le budget de l’État et peuvent créer des inefficacités. Voici des réformes possibles concernant la subvention :

#### 1. **Ciblage des subventions**

* **Réforme proposée** : Remplacer les subventions universelles par des subventions ciblées qui bénéficieraient directement aux ménages les plus pauvres, via des transferts monétaires ou des coupons.
  + Les ménages les plus vulnérables continueraient à bénéficier de l'aide, garantissant un accès aux biens essentiels.
  + Cela permettrait de réduire les inégalités en concentrant les subventions sur ceux qui en ont le plus besoin, au lieu de les distribuer de manière indiscriminée.
* **Cependant,**
  + La mise en place d'un système de ciblage efficace pourrait entraîner des erreurs, avec certains ménages pauvres potentiellement exclus du système.
  + La perception que certaines populations sont privées d’aides peut provoquer un mécontentement social.

Avantages :

* + Cette réforme permettrait de réduire les dépenses de subventions, ce qui allégerait le fardeau sur le budget de l’État.
  + Elle améliorerait l'efficience budgétaire en concentrant les ressources là où elles sont les plus nécessaires.
* **Cependant,** 
  + Le système de ciblage nécessite des infrastructures administratives coûteuses, avec des risques de mauvaise gestion ou de corruption.
  + La réduction des subventions pourrait entraîner des tensions sociales, rendant la réforme politiquement difficile à mettre en œuvre.

#### 2. **Réduction progressive des subventions**

* **Réforme proposée** : Réduire progressivement le montant des subventions sur certains biens tout en introduisant des programmes sociaux compensatoires pour soutenir les ménages vulnérables (par exemple, aides au logement, à l'éducation, à la santé).